



Al-Haq, le PCHR et Al-Mezan condamnent les sanctions américaines et appellent à la solidarité mondiale pour mettre fin au génocide à Gaza et à l’oppression du peuple palestinien

Gaza/Ramallah, 5 septembre 2025 — Alors que le génocide israélien, soutenu par les États-Unis, contre les Palestiniens à Gaza entre dans sa troisième année, les États-Unis, au lieu de mettre fin à leur complicité avec Israël, ont imposé des sanctions contre Al-Haq, Al-Mezan et le Centre palestinien pour les droits de l’homme (PCHR) – les principales organisations de défense des droits humains œuvrant à la responsabilité pénale internationale des auteurs des crimes atroces en Palestine.

Ces sanctions ont été imposées en vertu du [décret présidentiel 14203](#), visant nos organisations pour avoir « directement participé aux efforts de la Cour pénale internationale (CPI) visant à enquêter, arrêter, détenir ou poursuivre des ressortissants israéliens, sans le consentement d’Israël ». En [sanctionnant](#) nos organisations, les États-Unis ont choisi de protéger et d’ancrer le régime d’apartheid et colonial sioniste d’Israël et de son occupation illégale.

Nous appelons les États tiers, la communauté internationale, les Nations unies ainsi que les organisations et défenseurs des droits humains à :

- Condamner l’application du [décret 14203](#) comme un fait internationalement illicite et exercer une pression réelle sur les États-Unis pour lever toutes les sanctions imposées en vertu de ce décret ;
- Prendre des mesures concrètes et activer tous les moyens disponibles afin de garantir la sécurité et la protection de nos opérations et de notre personnel à Gaza et en Cisjordanie, exposés à des risques accrus pour leur travail légitime de défense des droits humains ;

- Demander aux États membres de l'Union européenne d'invoquer et de faire appliquer immédiatement le **Statut de blocage** "[Blocking Statute](#)" afin de protéger les organisations palestiniennes de défense des droits humains, les défenseurs des droits humains, les experts de l'ONU et la CPI contre les sanctions illégales des États-Unis ;
- Imposer des sanctions diplomatiques et économiques à Israël, ainsi qu'un embargo total sur les armes, pour mettre fin à son génocide contre le peuple palestinien.

Nous appelons nos partenaires, les mouvements sociaux et les groupes de solidarité dans le monde entier à se mobiliser et à amplifier la voix du peuple palestinien. Soutenez-nous : organisez, protestez et utilisez tous les moyens disponibles pour mettre fin au génocide du peuple palestinien et mettre fin à l'impunité d'Israël.

Cette tentative de réduire au silence les voix palestiniennes s'inscrit dans une campagne implacable, menée depuis des décennies par Israël et ses alliés, visant à effacer le peuple palestinien et à lui nier systématiquement son droit collectif à l'autodétermination et au retour, sous couvert d'impunité internationale. Israël a [bombardé](#) et détruit les bâtiments abritant nos organisations à Gaza, [tué](#) nos collègues et leurs [familles](#), et mené des attaques systématiques pour détruire et réduire au silence les [journalistes](#) palestiniens qui documentent et rapportent la destruction de Gaza par Israël.

Le personnel et les juges de la CPI, les Rapporteurs spéciaux de l'ONU et les défenseurs palestiniens des droits humains ont été sanctionnés par les États-Unis, tandis qu'Israël empêche leur entrée dans le territoire palestinien occupé, tout comme il empêche l'accès aux médias et à la Commission d'enquête des Nations unies. Aujourd'hui, les organisations palestiniennes de défense des droits humains, présentes sur le terrain et documentant les preuves du génocide d'Israël, sont systématiquement paralysées et réduites au silence par les alliés d'Israël.

Menacés par l'impact et le rôle de notre plaidoyer, de nos recherches juridiques et de notre documentation qui révèlent les crimes internationaux en cours commis par Israël, les États-Unis ont choisi de punir les individus et organisations qui cherchent à défendre le système juridique sur lequel la communauté internationale a été fondée. Les implications vont au-delà de la Palestine : en protégeant Israël de toute responsabilité, ils démantèlent l'ordre juridique international et sapent la possibilité de justice pour les victimes de crimes graves, partout dans le monde.

La mobilisation collective à travers le monde – y compris les manifestations massives pour Gaza, les campements des étudiants, les courageuses flottilles et les actions en justice intentées contre des États et contre Israël pour leurs crimes ou leur complicité – a montré aux puissances et aux dirigeants que notre voix collective est forte et puissante. C'est pour cette raison qu'ils ont choisi de nous priver des moyens d'agir. **Mais nous ne céderons pas et nous ne serons pas réduits au**

silence. Nous ne plierons devant aucun appareil d'État ni aucun système alimenté par la violence et l'oppression.

Le peuple palestinien, en Palestine et partout où il se trouve, a fait preuve d'une résilience et d'une force immenses dans sa résistance au régime d'apartheid colonial d'Israël et à ses pratiques criminelles.

Le monde est aujourd'hui à une croisée des chemins. Les peuples, les mouvements, les organisations et les États doivent choisir : soit se tenir aux côtés des victimes des crimes d'atrocité et dénoncer ces violations graves, soit se ranger du côté des auteurs et être complices du génocide et des autres crimes internationaux infligés au peuple palestinien.

Le moment est venu pour nous tous, défenseurs des droits humains et personnes de conscience, d'agir. Nous devons nous mobiliser collectivement, nous organiser et utiliser tous les outils à notre disposition pour arrêter le génocide à Gaza et mettre fin à l'apartheid d'Israël, à son occupation illégale de la Palestine et à toutes les tentatives d'effacement du peuple palestinien. Le silence risque d'entraîner l'effondrement de l'ordre mondial – et, avec lui, de notre humanité commune. Lorsque les principes du droit international ne sont pas seulement ignorés, mais gravement violés, et lorsque les institutions censées défendre la vérité, la justice et la responsabilité sont attaquées au lieu d'être protégées, aucun peuple, aucune nation, ne peut être véritablement en sécurité.

#LoudAgainstGenocide #EndImpunity